

O Presidente Jair Bolsonaro : Quelles conséquences pour le Brésil ?



Intronisé officiellement en ce 1^{er} janvier 2019 septième Président de la Nouvelle République du Brésil et 38^{ème} Président du Brésil, Jair Bolsonaro, capitaine de réserve, a su faire parler de lui depuis la campagne présidentielle. Propos sexistes, homophobes, racistes ou agressifs à l'égard des minorités Amérindiennes du Brésil et des gens de gauche, nostalgique de la dictature militaire (1964-1989), il aurait été impossible de penser que celui qui fut député fédéral de Rio de Janeiro de 1991 à 2019 puisse être élu il y a cinq ans. Profitant de l'état catastrophique du pays, il a su faire de la lutte contre la corruption et la violence un de ses principaux combats, ralliant ainsi à lui une bonne partie de l'électorat brésilien, qui ne supporte plus les scandales à répétition qui frappent le pays (Lula qui se déclare candidat alors qu'il est derrière les barreaux, Dilma Rousseff, Petrobras, etc.). Cependant, si le reste de son programme, aux idées plus surréalistes les unes que les autres (continuer la déforestation, ne plus respecter les Natifs Américains...) le range indubitablement dans les *populistes* (cf. Controverse 17), peut-on déjà parler de « Bolsonarisme » ? Et quelles seraient, alors, ses conséquences pour le Brésil, pays supposé être partisan d'un multilatéralisme, notamment par son appartenance aux BRICS (dont la légitimité reste discutable) ? Sans formuler de réelles critiques à l'égard du président brésilien, deux spécialistes de l'Histoire du pays débattent à distance de ce qu'il en est. Gaspard Estrada, directeur exécutif de l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (OPALC) de Sciences Po, journaliste et collaborateur dans différents médias internationaux (The New York Times, Deutsche Welle, BBC, Libération) et Armelle Enders, historienne du Brésil contemporain et enseignante à Paris VIII Vincennes/St-Denis tentent d'analyser la situation bolsonarienne et brésilienne dans Le Monde du 31 décembre 2018.

Gaspard Estrada centre sa tribune sur la politique internationale de Jair Bolsonaro, qui *entend faire de l'international un marqueur de sa politique d'extrême droite pour les années à venir* selon lui, en se demandant si le Président ouvrira le débat général de l'Assemblée Générale de l'ONU en septembre prochain, comme le veut la tradition depuis plus de soixante-treize ans. En effet, ses avis sont plus que sceptiques quant à l'organisation supranationale et au multilatéralisme, fruit, selon lui, d'une idéologie « *marxiste et globaliste* » au même titre que *la défense, des minorités et des réfugiés, la lutte contre le*

réchauffement climatique et pour l'égalité femmes-hommes, l'approfondissement de l'intégration régionale en Amérique du Sud et du dialogue politique sud-sud, des concepts à bannir dans le but de libérer le Brésil. Le nouveau ministre des Affaires Étrangères, Ernesto Araujo, a par ailleurs défini les contours de la politique étrangère du Brésil très rapidement : une élimination de toute l'idéologie du PT (Parti des Travailleurs) au sein d'Itamaraty, le Quai d'Orsay du Brésil.

Ces idées, *mêlant théories du complot et idées reçues de la guerre froide*, vont donc être la ligne directrice de la politique extérieure du Brésil durant les quatre prochaines années (au moins), alors même qu'Itamaraty est *considéré comme l'un des meilleurs corps diplomatiques du monde*. Fait encore plus inquiétant par sa rareté et sa gravité, une lettre anonyme, finalement assez comparable à celle de l'administration Trump du 04 septembre 2018, qui dénonçait *le caractère « absurde » voire « inquiétant » des initiatives du nouveau gouvernement, qui aurait déjà constitué une liste noire de diplomates à « purger »*.

Bien évidemment, ces nouvelles en sont des mauvaises pour l'Élysée, qui voit à nouveau un pays passer dans le *camp* des alignés à Donald Trump, et ce *malgré la perte d'influence du Brésil dans les grands dossiers mondiaux, dû en bonne mesure au désintérêt de Dilma Rousseff pour les questions internationales, aux conditions plus que contestables de l'arrivée de Michel Temer au pouvoir, ainsi qu'à la multiplication des scandales de corruption*, le pays restant à *l'avant-garde de la défense du multilatéralisme*, comme le veut la tradition diplomatique. De fait, le Brésil avait su se placer comme l'un des piliers des négociations climatiques et écologiques internationales, or tout se voit remis en cause après les interrogations formulées par Bolsonaro quant au maintien du Brésil sur l'accord du climat, et de la non-participation du pays à la COP25.

La tension monte en effet entre la France et le Brésil, notamment en raison de l'annonce, par Emmanuel Macron, de reporter *sine die* l'accord de libre-échange entre l'Union Européenne et le Mercosur (communauté économique sud-américaine) afin de donner le change face à cette nouvelle donne écologique qui *se traduira également par l'accroissement de la déforestation de l'Amazonie et par une augmentation de la violence dans les zones rurales* – et particulièrement vis-à-vis des paysans sans terre. Des Tweets interposés accroissent également la pression entre le Quai d'Orsay et Bolsonaro, dont *certaines de ses conseillers et sympathisants [...] n'ont pas hésité à rendre hommage à un général nazi afin de le comparer avec Macron*.

À la Maison-Blanche, le revirement soudain du Brésil sur l'échiquier diplomatique a tout d'abord étonné. Le *deal* univoque proposé par Bolsonaro *va au-delà d'un simple rapprochement*, c'est là en réalité *une réorientation stratégique de la place du Brésil dans le monde*, dont les avantages pour le résident du Bureau Ovale sont indéniables autant que multiples. En effet, la diplomatie du locataire du Palais de l'Aurore, non contente d'user des mêmes moyens que ceux du milliardaire américain, entend *constituer avec celle de ce dernier une communauté de valeurs, basée sur la critique virulente de la place de la Chine dans le jeu international*, ainsi qu'un soutien indéfectible à la politique menée par Israël, un certain mépris pour le Vieux Continent et les organisations supranationales ou encore une véritable *lutte contre les régimes vénézuéliens, cubains et nicaraguayens*, sans compter la *volonté de criminaliser les migrants et les réfugiés, l'opposition farouche à une régulation du port d'armes, et le refus de dépénaliser les drogues*. L'alliance stratégique entre les deux pays semble donc bien devoir se sceller notamment au regard des *déplacements, fin novembre 2018, du fils du président brésilien, Eduardo Bolsonaro, à la Maison Blanche, et du conseiller à la sécurité nationale de Trump, John Bolton, à Rio*.

Nonobstant ce fait, la politique étatsunienne et conservatrice que tendrait à mener Jair Bolsonaro *main dans la main avec Trump, Salvini et Orban dans une « Internationale*

conservatrice » serait bien plus brumeux voire dangereux. Premièrement, la Chine reste le premier partenaire économique du pays, or lorsque l'empire du Milieu est vexé, on sait qu'il n'hésite pas à taper sur la table, comme en décembre 2018 dans l'affaire Huawei. Deuxièmement, 40 % des importations au Brésil proviennent des pays arabes, qui, si Bolsonaro devait déplacer l'ambassade brésilienne à Jérusalem comme les États-Unis (cf. Controverses 04), pourraient, en représailles, boycotter le Brésil.

Depuis 2017, le Brésil candidate pour intégrer l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques), mais se heurte au refus catégorique des États-Unis, continue Gaspard Estrada, qui suppose que les États-Unis, alors même qu'ils se rient des institutions supranationales, pourraient supporter la candidature brésilienne dans l'organisation. Mais alors, *que fera le Brésil si Trump n'est pas réélu en 2020 ? Si les arbitrages à ces questions vont être le fruit d'un compromis entre les différents pôles de pouvoir ayant une incidence sur le président du Brésil, les décisions finales lui appartiendront*, estime l'auteur de l'article. Or Bolsonaro ayant fait le choix de la soumission, il n'est pas étonnant que Donald Trump n'ait envoyé que Mike Pompeo, son secrétaire d'État, à l'investiture du Président Brésilien, là où Barack Obama, malgré ses profonds désaccords avec Dilma Rousseff, avait fait l'effort d'envoyer son vice-président d'alors, Joe Biden. Trump, lui, ne comprend que le rapport de force. Et à ce petit jeu, le Brésil aura vite fait de se retrouver sur *l'autel d'une alliance néfaste où il ne sera qu'un adjutant*, conclut notre journaliste.

Armelle Enders évoque pour sa part les conséquences possibles de la politique de *Bolsomito*, comme l'appellent ses partisans (*Le Mythe*) sur la politique intérieure du pays, qui risque de se fracasser sur des réalités comme l'ampleur des déficits publics. Ainsi donc, le climat régnant au Brésil le mois dernier avant l'investiture traditionnellement festive du nouveau président était-il plus que tendu dans un pays hautement clivé entre les *supporteurs de M. Bolsonaro*, « le Mythe », ainsi qu'ils le surnomment, va rétablir l'ordre public dans les rues et l'ordre moral dans les foyers, en finir avec la « gabegie » et la « corruption » du Parti des travailleurs (PT), mener une guerre impitoyable aux « bandits » et à leurs complices, les défenseurs des droits humains, protéger les « citoyens du bien » contre les forces du mal et la mondialisation et entre ceux qui n'ont pas voté pour « Bozo », « Chose », « l'Innommable », « le Diable », qui attendent l'apocalypse dans l'angoisse.

On reproche donc bien des choses à celui qui n'a été qu'un simple député pendant près de vingt-huit ans¹, et qui longtemps a été considéré comme un membre du « bas-clergé » politique brésilien, soit *un parlementaire sans œuvre législative, bénéficiant de tous les privilèges et petits arrangements inhérents à sa fonction*.

Cependant celui-ci se distinguait des autres par ses outrances verbales, bien antérieures à celles de M. Trump – on se souvient de ses *apologies des tortionnaires de la dictature militaire, ses déclarations homophobes, sexistes et racistes, ses appels à l'élimination de la gauche et des « gauchos »* – tout en restant finalement peu différent puisque faisant de la politique une machine lucrative partagée avec ses trois fils, tous trois sur la même longueur d'onde idéologique.

Toujours autour de la famille, Mme Enders nous apprend que la Première Dame, Michelle de Paula Firmino Reinaldo Bolsonaro² a tenu à débarrasser le palais présidentiel de

¹ De 1997 à 2019

² Sa troisième épouse (2009), de vingt-cinq ans sa cadette

toutes les représentations *impies* de saints catholiques et de divinités afro-brésiliennes, ce qu'elle ne pouvait pas tolérer en sa qualité d'évangélique convaincue.

Car c'est bien là l'un des deux satellites qui gravitent autour de Bolsonaro : d'un côté l'extrême-droite et les militaires, et de l'autre ces évangéliques politiques qu'Armelle Enders qualifie d'*évangélistes* au même titre que les défenseurs de l'islam politique sont des islamistes.

Même si les évangéliques, qui représentent un tiers de l'électorat brésilien, ne sont pas tous des évangélistes et s'ils sont loin d'avoir tous voté pour l'actuel président, les dignitaires évangélistes – dont les relations avec Jair Bolsonaro, bien que catholique, sont notoires – entendent bien *tirer les bénéfices, dans tous les sens du terme, de cette nouvelle ère*. Partageant avec le pouvoir les mêmes convictions conservatrices et la même volonté de partir en croisade *sans merci contre* « la théorie » ou « l'idéologie du genre », ou encore contre l'avortement en toutes circonstances, ils désirent tout particulièrement avoir les mains libres pour évangéliser les Amérindiens.

Or les idées de ces évangélistes sont en très grande partie conciliables avec celles de l'extrême-droite, et dont le porte-parole actuel s'incarne en la personne d'Olavo de Carvalho, un atypique et très influent astrologue, résolument anticommuniste et qui s'acharne à dénoncer la présence d'un « marxisme culturel », *qui a infiltré l'ensemble des* « moyens de production culturelle » – *la communication, le système éducatif, les universités*. L'homme a des disciples, eux aussi plus ou moins puissants, eux aussi persuadés que le communisme s'infiltré dans l'État, *favorisant ainsi les idées pernicieuses et destructrices du féminisme, des droits des minorités, de la protection de l'environnement, véhiculées par les organismes internationaux qui ont pénétré à l'intérieur même des familles et sapé les bases de la société*.

Cette thèse est défendue par le très *bolsonariste* mouvement *Escola sem Partido* (« l'école impartiale »), dont l'objectif commun, avec l'Église évangéliste, serait d'organiser cette purge afin de faire ressortir du Brésil un peuple unanimiste, *d'où la dissidence « marxiste » serait bannie*. Alors que Jair Bolsonaro s'est engagé à *respecter la Constitution et les institutions*, pourra-t-il dès lors contenir ce que les idéologues de son camp *appellent de leurs vœux* ?

Ce sera, du reste, au Congrès National (le Parlement brésilien) que Bolsonaro risque de rencontrer des premières résistances, malgré le fait que l'opposition ne parvienne pas à présenter de front uni face au Président. Il est en effet particulièrement difficile, dans cette assemblée extrêmement fragmentée, de réunir et plus encore de maintenir une coalition, aussi lorsque seront mises sur la table des projets controversés, *comme la réforme des retraites, qu'attendent les milieux économiques*, et qui promettent de longues batailles parlementaires.

C'est donc sur l'économie, *les réalités comme l'ampleur des déficits publics et les rapports de force internationaux* que le Mythe, dont l'élection, comme souvent pour les populistes, doit plus à un vote de contestation qu'à une réelle adhésion, est attendu au tournant. Le président brésilien ne peut s'autoriser *le luxe de la désinvolture* de son homologue états-unien. En cas de retard de résultats économiques concrets, il pourrait perdre son crédit politique et ainsi prendre le risque de *fissurer une cohésion* au sein d'un gouvernement qui, malgré sa volonté de s'inscrire *dans la tradition nationaliste des militaires brésiliens*, annonce des principes qui ne concordent pas vraiment avec cette tradition, à l'exemple du *néolibéralisme* annoncé par le « *superministre* » de l'économie, *Paulo Guedes*. *L'institution militaire elle-même éviterait alors de lier son sort à un gouvernement qui semblerait voué au désastre*.

Reste que des secteurs entiers du pays sont exposés à devenir des *boucs émissaires* des possibles échecs du gouvernement. La lutte contre la corruption servira sans doute d'alibi aux

épurations effectuées dans l'opposition. Les milieux intellectuels, littéraires et culturels se préparent à une période de vache maigre, voire pire. Les Amérindiens se retrouvent d'ores et déjà victimes de spéculateurs et de missionnaires. *Le nombre affolant d'homicides ne devrait guère régresser sous l'égide du capitaine Bolsonaro, qui promet d'amplifier la logique de « Far West » déjà en vigueur dans les campagnes et périphéries brésiliennes.* Ainsi l'historienne conclut-elle, pessimiste, sa tribune.

Impossible de prendre réellement du recul face à ces événements, puisque Bolsonaro n'est au pouvoir que depuis un mois et que mis à part une ou deux restrictions sur les droits des personnes LGBT – marquant (choquant) la communauté internationale – rien n'a vraiment été fait pour le moment. Alors, quelles conséquences pour un Brésil en pleine remise en question ? L'Histoire nous le dira. Si la lutte contre la corruption a effectivement su être un moteur capital pour l'élection de Bolsonaro (Hermann von Keyserling disait dans La Révolution mondiale et la Responsabilité de l'esprit *que sans la corruption monstrueuse de l'époque précédente, corruption plus contraire que tout au monde au tréfonds du caractère allemand, Adolf Hitler n'eut jamais pu accéder au pouvoir* – loin de moi l'idée de faire un parallèle entre le Brésil et l'Allemagne en 1934), le Président du Brésil devra faire ses preuves sur la scène internationale comme dans son propre pays.

Louis RUBELLIN (1L1), le 30 janvier 2019